

*L'Armée de libération nationale
demande au gouvernement
colombien de faire avancer les
pourparlers*

Image not found or type unknown

Bogotá, 30 mai (RHC) L'Armée de Libération Nationale (ELN) a réaffirmé aujourd'hui son désir de paix, mais a exigé que le gouvernement colombien remplisse certaines conditions afin de sortir du gel dans lequel, selon elle, les pourparlers sont actuellement au point mort.

Dans un communiqué publié sur son réseau social X, le groupe d'insurgés a déclaré que malgré les « graves manquements du gouvernement », la structure de la guérilla mettait en avant les progrès de la phase de conception de la participation, dont l'accord a été approuvé entre les parties le 24 mai à Caracas, au Venezuela.

Sur ce point, la guérilla reproche au gouvernement de ne pas avoir retiré l'ELN de la liste des groupes armés organisés (GAOS) et de ne pas avoir mis en place un mécanisme de contrôle et de vérification du cessez-le-feu.

De même, elle a fait valoir qu'il y avait des blocages dans l'attention humanitaire portée aux territoires critiques touchés par le conflit, ainsi que dans l'aide convenue pour les prisonniers de l'ELN.

La matérialisation du Fonds multi-donateurs n'a pas non plus eu lieu, a-t-il ajouté.

Il a également affirmé que la priorité du gouvernement dans les pourparlers n'est plus l'insurrection rebelle armée, mais d'autres groupes qui font partie d'opérations de renseignement dans le cadre de son plan anti-insurrectionnel.

Ce sont précisément ces deux derniers aspects évoqués par l'ELN qui sont à l'origine des désaccords les plus récents entre les parties.

Au cours de la première semaine de ce mois, le groupe d'insurgés a annoncé qu'il reprendrait la pratique des retenues économiques en réponse au non-respect par le gouvernement de la création du Fonds multidonateurs pour le processus de paix, comme il l'avait déclaré.

À l'époque, la délégation gouvernementale à la table de dialogue a exhorté les guérilleros à respecter leur engagement envers la société et la communauté internationale et à cesser les retenues de fonds, tout en précisant que l'objectif du fonds ne devait pas être une contrepartie à la suspension des enlèvements.

Plus récemment, l'ELN a attribué l'émergence de ce qu'elle a appelé une « prétendue dissidence » de cette structure de guérilla à Nariño (sud-ouest) à un plan organisé par le cabinet du président Gustavo Petro et officié par son haut commissaire à la paix, Otty Patiño.

La délégation gouvernementale a ensuite qualifié de fiction et d'auto-illusion le fait que l'ELN attribue à une stratégie de l'appareil exécutif l'existence de ce qu'elle a appelé « une crise interne » de cette structure, qui a abouti à la séparation du groupe dirigé par Gabriel Yepes, qui s'identifie comme le chef du Front Comuneros del Sur.

Dans son communiqué du jour, la guérilla a conclu en affirmant que, dans la mesure où le gouvernement respectera tous les accords, ce sera une meilleure indication pour sortir du gel dans lequel se trouve aujourd'hui la table des négociations. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/356105-larmee-de-liberation-nationale-demande-au-gouvernement-colombien-de-faire-avancer-les-pourparlers>



Radio Habana Cuba